INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 5 avril 2022**

* Les marchés financiers du Vieux Continent ont terminé en repli marqué, alors que le conflit en Ukraine semble prendre un nouveau tournant. Le CAC 40 a en effet cédé 1,28% à 6 645,51 points alors que l'Euro Stoxx 50 a abandonné 1,07% à 3 908,74 points. Wall Street, moins exposé à la Russie, affiche un repli modéré en fin d'après-midi: le Dow Jones cède en effet 0,19%, le S&P 500, 0,61% et le Nasdaq 1,7%.
* Alors que la Russie est pointée du doigt par la communauté internationale pour de possibles crimes de guerre commis à Boutcha, près de Kiev, l'Europe a annoncé mardi un nouveau train de sanctions à l'encontre de Moscou. Ces sanctions consistent en premier lieu à frapper l'économie russe en imposant un embargo sur les importations de charbon et d'autres produits (bois, vodka, caviar...) et en interdisant les cargos russes d'entrer dans les eaux européennes (avec certaines exceptions pour les produits alimentaires, humanitaires et l'énergie).
* Dans le même temps, les troupes russes, qui se sont retirées de la région de Kiev, se seraient regroupées afin de se concentrer sur une conquête du Donbass, selon l'Otan. "Dans les semaines à venir, nous nous attendons à une nouvelle poussée russe dans l'est et le sud de l'Ukraine pour tenter de prendre tout le Donbass et créer un pont terrestre vers la Crimée occupée", a expliqué le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.
* Sur les marchés, les propos très agressifs de Lael Brainard, une membre du Conseil des gouverneurs de la Fed, à propos de l'inflation et de la normalisation de la politique monétaire de la banque centrale font bondir les taux longs: le 10 américains progresse ainsi de 13,1 points de base, alors que le 10 ans allemand grimpe de 11,2 points de base.
* Les futures sur le charbon à la Bourse de Rotterdam bondissent de près de 11% à 290 dollars la tonne dans le sillage de la décision européenne d’interdire les importations en provenance de Russie. Elles représentent une valeur de 4 milliards d'euros par an, a précisé l'exécutif européen. Cette décision a été prise dans le cadre de la cinquième série de sanctions à l'encontre de Moscou.

" La Russie mène une guerre cruelle et impitoyable, qu'elle dirige non seulement contre les troupes courageuses de l'Ukraine, mais aussi contre sa population civile. Il est important de maintenir la plus grande pression sur Poutine et le gouvernement russe en ce moment critique " a déclaré Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne.

* L'euro perdait 0,40% à 1,0929 dollar lors de la clôture des marchés actions européens. Il a souffert en fin de séance des déclarations " hawkish " de Lael Brainard, membre du conseil des gouverneurs de la Fed. Plaçant son discours sous le patronage de l'ancien président de la Fed, Paul Volcker, célèbre pour avoir maté l'inflation au début des années 80 (en plongeant les Etats-Unis dans la récession), Lael Brainard, a souligné que " l'inflation était actuellement beaucoup trop élevée et sujette à des risques de hausse ".

Dans ce contexte, " le Comité poursuivra méthodiquement le resserrement de la politique monétaire par une série de hausses des taux d'intérêt et en commençant à réduire le bilan à un rythme rapide dès notre réunion de mai ". Lael Brainard a également laissé sous entendre que les hausses de taux pourrait dépasser 25 points de base, déclarant que la Fed était " prête à prendre des mesures plus énergiques si les indicateurs de l'inflation et des anticipations d'inflation indiquent qu'une telle action est justifiée ".

* Portée par les performances du secteur des services, la croissance de l’activité globale s’est accélérée en France en mars 2022, selon les données définitives de S&P Global. Ainsi, l’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est finalement ressorti à 56,3 contre 56,2 en estimation préliminaire et après 55,5 en février 2022. De son côté, le PMI dans les services a atteint 57,4 en mars 2022, contre 57,4 en estimation préliminaire et après 55,5 en février 2022.

" La croissance s'est accélérée en mars dans le secteur des services français, la nouvelle levée de restrictions sanitaires, notamment l'abandon du pass vaccinal, ayant soutenu l'activité et stimulé la demande ", a commenté Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global.

* Dans la zone euro, la croissance de l’activité est restée soutenue en mars 2022, selon les données définitives de S&P Global. Ainsi, l’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est finalement ressorti à 54,9, contre 54,5 en estimation préliminaire et après 55,5 en février 2022. De son côté, le PMI dans les services a atteint 55,6 en mars 2022, contre 54,8 en estimation préliminaire et après 55,5 en février 2022.

" L'atténuation de l'impact du variant Omicron ayant permis une plus grande réouverture de l'économie de la zone euro, l'activité de la région a de nouveau augmenté à un rythme soutenu en mars, prolongeant ainsi le rebond de la croissance survenu après le ralentissement observé en janvier ", a commenté Chris Williamson, Chief Business Economist à S&P Global.

" Une nouvelle flambée des prix de l'énergie et des matières premières, liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, conjuguée à une accentuation des difficultés d'approvisionnement, mettra toutefois à rude épreuve la bonne tenue actuelle de l'économie, d'autant que la confiance des entreprises quant à une croissance de leur activité dans l'année à venir s'est, elle aussi, fortement détériorée ", a prévenu l'expert.

**SOCIETES**

* Du côté des actions, les valeurs défensives ont dominé la place parisienne, Sanofi (+1,69%) finissant en tête du CAC 40, suivi de Pernod Ricard (+1,68%) et d'Eurofins (+1,66%). Malgré la remontée des taux, Société Générale (-5,58%) a fini avant-dernière, seulement dépassée par Renault (-6,18%) et suivie de STMicrolectronics (-5,3%).
* Danone gagne 0,46% à 50,41 euros après une déclaration du groupe selon laquelle il n'avait pas pris la décision de quitter la Russie. Cependant toutes les options sont sur la table concernant ses activités dans le pays. "La position de Danone concernant ses activités en Russie n'a pas changé. Toutes les options sont sur la table et le groupe suit la situation en étroite collaboration avec le gouvernement français", a déclaré le géant de l'agroalimentaire. En début d'après-midi, le titre a cédé jusqu'à 1,4%, pénalisé par l'information Reuters d'un possible départ de Russie.

Selon l'agence de presse, "Danone réfléchit à la possibilité de quitter la Russie à la suite des soupçons de crimes de guerre commis par l'armée russe dans la ville ukrainienne de Boutcha". Reuters a précisé qu'aucune décision n'avait été prise à ce stade.

"Le groupe, qui a réalisé environ 5% de ses revenus de 2021 en Russie et moins de 1% en Ukraine, où la société compte près de 1.000 employés, souhaite selon cette source éviter de perdre des actifs ou de mettre en danger son personnel local, est également désireux d'éviter des ruptures d'approvisionnement pour la population russe s'il venait à se retirer", écrit l'agence de presse citant une source proche du dossier.

Fin mars, Danone avait indiqué qu'il poursuivrait sa production locale en Russie de produits laitiers et de nutrition infantile essentiels même s'il avait coupé ses autres liens avec le pays en raison de la guerre en Ukraine.

* Boursorama, filiale de Société Générale, a signé un accord définitif de partenariat avec ING. En Bourse, l’action Société Générale a chuté de 5,58% à 22,66 euros, figurant parmi les plus fortes baisses de l’indice CAC 40. Ce net recul est commun à l’ensemble des banques françaises en dépit de la hausse des taux d’intérêt. Des discussions exclusives avaient été annoncées début février à la suite de la décision d'ING de se retirer du marché de la banque de détail en France, où elle comptait 1 million de clients, dont 700 000 actifs.

Boursorama proposera ainsi des offres exclusives réservées aux clients d'ING en France et un accompagnement dédié. Les offres proposées concerneront la banque au quotidien (comptes à vue et cartes bancaires), les livrets, l'Assurance-vie, ainsi que les comptes Bourse. En revanche, les crédits ne font pas partie du périmètre de l'accord.

* 20 heures après l'annonce de l'entrée d'Elon Musk au capital de Twitter à hauteur de 9,2%, son directeur général, Parag Agrawal a annoncé son arrivée au conseil d'administration. " Au cours des conversations avec Elon ces dernières semaines, a tweeté le dirigeant, il nous est apparu clairement qu'il apporterait une grande valeur à notre conseil d'administration. Il est à la fois un croyant passionné et un critique sévère du service, ce qui est exactement ce dont nous avons besoin sur @Twitter, et dans la salle du conseil, pour nous rendre plus forts à long terme. Bienvenue Elon ! "

" Je suis vraiment heureux qu'Elon rejoigne le conseil d'administration de Twitter ! Il se soucie profondément de notre monde et du rôle qu'y joue Twitter. Parag et Elon dirigent tous deux avec leur cœur, et ils formeront une équipe incroyable, " a commenté pour sa part le fondateur de Twitter, Jack Dorsey.

* Un investisseur accuse Morgan Stanley d'avoir divulgué des informations sur une vente importante d'actions de Palantir Technologies Inc. et de lui avoir fait subir des pertes de plusieurs millions de dollars, affirme le Wall Street Journal. La banque américaine serait au centre d'une vaste enquête fédérale visant à déterminer si les établissements de Wall Street ont informé leurs clients privilégiés de ventes en cours, connues sous le nom de transactions en bloc, qu'elles étaient chargées de réaliser discrètement.

La société d'investissement Disruptive allègue que Morgan Stanley et un de ses cadres dirigeants ont divulgué des informations avant la vente par le fonds de plus de 300 millions de dollars d'actions Palantir en février 2021, ce qui a entraîné des "dizaines de millions de dollars de dommages". Disruptive demande des dommages compensatoires et punitifs.

* Sur une place parisienne dans le rouge, Figeac Aéro progresse de 2,38% à 5,59 euros par action. C’est un nouveau chapitre qui s’ouvre pour l’équipementier aéronautique qui est parvenu à un accord avec l'ensemble de ses partenaires financiers, en vue de la réalisation d'un ensemble d'opérations indissociables aboutissant à sa restructuration financière.

" Cet accord global marque une nouvelle étape dans le développement du groupe qui renforce ses fonds propres, adapte le rythme de remboursement de sa dette à un niveau en adéquation avec la mise en œuvre du plan stratégique Route 25 et conforte sa position de liquidité ", s'est félicité Jean-Claude Maillard, le PDG de Figeac Aéro.

" Doté d'un nouvel actionnaire de référence et conforté financièrement, Figeac Aéro sécurise son avenir industriel ", a ajouté le dirigeant.

Dans le détail, Figeac Aéro va consolider ses fonds propres via un renforcement de l'investissement de Tikehau Ace Capital. L'augmentation de capital réservée à laquelle Tikehau Ace Capital s'est engagé à souscrire, d'un montant initial de 35 millions d'euros, est portée à un montant maximum de 58,5 millions.

De plus, Figeac Aéro a également signé un accord avec des partenaires bancaires sur un rééchelonnement des financements existants jusqu'en 2028 et l'obtention de nouveaux PGE (prêts garantis par l'Etat) d'un montant de 66 millions, et de nouveaux financements sur actifs pour 32 millions, pour renforcer sa liquidité.

**ANALYSES**

* Les difficultés de recrutement des entreprises se traduisent déjà par des revalorisations de salaires. A terme, une hausse supplémentaire des prix à la consommation est à craindre. C'est ce que redoute, dans une étude parue la semaine dernière, le Fonds monétaire international (FMI). Les trois auteurs observent que les pénuries de main-d’œuvre ont favorisé la croissance des salaires. C'est surtout vrai dans les pays anglo-saxons.

À la fin de l'année dernière, « il y avait 50 % à 80 % d'emplois non pourvus de plus en Australie, au Canada, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis », par rapport à la situation prévalant avant la crise pandémique. Dans d'autres économies industrialisées, le nombre de postes vacants était similaire ou supérieur aux niveaux de 2019 dans tous les secteurs, y compris ceux qui nécessitent davantage de contacts, tels que l'hôtellerie et les transports. Bon nombre de facteurs sont à l'origine de la vacance des postes de travail.

Le FMI cite le cas de salariés âgés et moins qualifiés travaillant auparavant dans des industries à forte intensité de contacts qui restent en dehors de la population active, réduisant d'autant le bassin de demandeurs d'emploi disponibles. Au Canada ou au Royaume Uni, le recul de l'immigration durant la pandémie du Covid-19 semble également avoir amplifié les pénuries de main-d’œuvre parmi les emplois peu qualifiés.

Pour les Etats-Unis et le Royaume Uni, l'institution multilatérale cite bien évidemment ce que les experts appellent « la grande démission » où les salariés quittent leurs postes pour rechercher des meilleures conditions de travail. Outre-Manche, les démissions ont le plus augmenté pour les emplois à bas salaire qui nécessitent beaucoup de contacts, sont physiquement pénibles ou offrent peu de flexibilité, comme dans le transport et le stockage, le commerce de gros et de détail, ou les hôtels et restaurants.

Dans l'immédiat, ces pénuries de main-d’œuvre se traduisant par des hausses de salaires ont essentiellement concerné les emplois peu qualifiés et peu payés. Les goulets d'étranglement constatés sur l'emploi ont alimenté la croissance des bas salaires depuis l'été 2020 et contribué à l'accélération de la croissance globale des salaires au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, l'inflation moyenne des salaires horaires était de 3,5 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2021, contre 2 % en moyenne avant la pandémie. Au Royaume-Uni, les chiffres ressortent respectivement à 4 % et 2,3 %. « Le taux de croissance annuel des salaires nominaux dans les industries à bas salaires a augmenté de 4 à 6 points de pourcentage entre mi-2020 et fin 2021 » observent les auteurs soulignant, parallèlement, la réduction des inégalités salariales dans certains pays. « Cependant, en moyenne, ces gains salariaux n'ont pas encore entraîné de pouvoir d'achat supplémentaire en raison de la hausse des prix », poursuivent-ils. La flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires exerce en effet un pouvoir d'érosion non négligeable. Mardi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a indiqué, par exemple, que l’inflation dans ses pays membres avait atteint 7,7 % en glissement annuel en février dernier contre 1,7 % en février 2021.

A ce stade, la forte croissance des bas salaires devrait se poursuivre à moins d'un fort ralentissement de la croissance économique, prévoit le Fonds. Ce dernier estime la situation gérable. Cela s'explique en partie par la faible part globale des industries (et des emplois) à faible rémunération dans les coûts totaux de main-d’œuvre. Mais si d‘aventure les salaires plus élevés venaient à suivre la même trajectoire que les autres, un effet boule de neige où la croissance des salaires alimenterait les tensions sur les prix à la consommation pourrait se mettre en place. Les banques centrales doivent éviter de telles spirales prix-salaires.

**L’AGENDA DU 6 avril 2022**

**8h00 en Allemagne**

Commandes à l’industrie de février

**11h00 en zone euro**

Prix à la production industrielle de février

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers

**20h00 aux Etats-Unis**

« Minutes » de la Fed